

Epreuve de : ESH

Sujet 1 ou 2 (case à cocher)

Note en toutes lettres : Vingt

Note en chiffres : 20

Commentaire : Excellentе copie. Analyse nicle.



15001080100

N° 500108
ESH

et reportez votre numéro de candidat :

N° : 5 0 0 1 0 8

Signature du correcteur

IL EST IMPÉRATIF DE COLLER UNE ÉTIQUETTE CODE-BARRES SUR LA PREMIÈRE PAGE DE CHAQUE COPIE COMPOSÉE.

Commencez à composer dès la première page ...

Protection sociale et croissance économique depuis le XIX^e

Réservé
à la
correction

“La manie dont on collecte un même revenu peut expliquer la différence entre la paralysie et la prospérité” affirme Schumpeter dans Capitalisme, socialisme et démocratie. La fiscalité joue un rôle prépondérant au cœur de la protection sociale.

L'Etat, par l'intermédiaire de l'impôt, cherche à lutter contre les inégalités. Berg et Tsangarides dans Redistribution, Inequality and Growth mettent en évidence l'existence d'inégalités marchandes, soit au sein de la redistribution primaire et d'inégalités nettes soit après redistribution. Depuis les années 1980, les inégalités se sont fortement accentuées. En effet, la courbe de Lorenz ne cesse de s'éloigner de la bisection et traduit alors une montée des inégalités. L'indice de Thiel permet quant à lui d'expliquer les inégalités à partir du coefficient de Gini. Entre 1820 et 1992, l'indice de Gini (de la redistribution mondiale) est passé de 0.5 et 0.66. Le rôle de l'Etat évolue donc face à

ce fléau. La transformation de l'Etat-providence s'opère au lendemain de la guerre (1945) et se caractérise par la protection sociale. L'Etat-Providence décide alors à lutter contre la pauvreté mais aussi à prévenir contre les risques sociaux. Il s'agit alors de s'occuper du vieillissement, de la santé, du chômage, de la pauvreté mais aussi de l'éducation. Les dépenses peinent donc alors un poids considérable dans le budget des dépenses publiques. La protection sociale s'élève à près de 57% du PIB en 2013 en France. « Les socialistes considèrent non seulement la fiscalité comme un moyen de financer les dépenses publiques mais comme un instrument de lutte contre les inégalités » affirme Snowden. L'objectif est clair : les inégalités entraînent la croissance et la protection sociale par l'intermédiaire de transferts monétaires ou de services collectifs (biens publics financés par l'Etat en raison de l'existence de free rider) contribue à lutter contre ce fléau qui nuit à la croissance. Toutefois, il est évident que cette protection n'est pas sans coût. Son poids dans les dépenses publiques ne cesse de progresser et la hausse des inégalités qui s'opère depuis les années 1980 conduit alors à remettre en question son efficacité. Une demande aussi importante de protection sociale oblige l'Etat à s'endetter mais des facteurs exogènes tels que le vieillissement sont essentiels à prendre en compte pour évaluer la soutenabilité des finances publiques et donc de la dette. Dès lors, la protection sociale favorise-t-elle la croissance ?

Nous verrons dans un prochain temps que la protection

sociale est complémentaire à la croissance économique (I) mais que celle-ci peut se révéler être un obstacle et son efficacité être remise en cause (II). Finalement, dans un contexte de stagnation séculaire, une protection sociale plus efficace est nécessaire pour assurer une croissance de long terme soutenable (III).

x

x

x

La protection sociale lutte contre les inégalités (A) et l'Etat cherche alors à mettre un terme à l'incohérence temporelle des agents (B). Ainsi, la protection sociale est essentielle pour assurer une cohésion sociale (C).

x

Les inégalités sont un obstacle à la croissance. L'effet sur la croissance est négatif. Selon une étude de l'OCDE, une hausse des inégalités qui se traduirait par une hausse du coefficient de Gini de 3 points représenterait alors une perte de 8,5% du PIB sur 20 ans. En effet, les inégalités sont néfastes à la croissance dans la mesure où elles peuvent détruire les moteurs de la croissance économiques à long terme : le capital humain, la productivité globale des facteurs, le travail ou encore le capital. Selon Rajan dans Fault Lines : how hidden

still threaten the world economy, les inégalités peuvent expliquer les crises économiques par le canal du crédit. Les ménages les moins aisés cherchent à adopter les comportements des classes les plus favorisées et font pression sur les politiques afin de faciliter l'accès au crédit. La protection sociale est donc indispensable afin de réduire leur écart qui pourrait conduire à des comportements irrationnels.

*
Le rôle de l'état monnaie, par le biais de la protection sociale, est donc de lutter contre l'incohérence temporelle des agents. Selon Weber seul l'Etat possède un « monopole de violence légitime » et permet alors de forcer ceux qui ne se préoccupent pas contre les risques sociaux de le faire. L'Etat a donc pour fonction de redistribuer, de réguler et d'allouer conformément à la théorie de Musgrave afin d'éviter toute incohérence temporelle (Kydland et Prescott)

Ainsi les agents peuvent ne pas adopter les comportements favorisant une maximisation de leur bien-être au annuant une croissance économique (augmentation soutenue du PIB) soutenable à long terme. Dans le domaine de l'éducation, les agents surestiment les coûts de l'éducation et sous-estiment les gains notamment et le plus souvent dans les pays en voie de développement. Or, selon Basio, une année d'étude supplémentaire représente un gain de 0.44 de PIB / tête. Ainsi, Thaler dans Are we making rational choices préconise de mettre en œuvre des mesures (opt out) afin de favoriser les

Épreuve de : ESH

Sujet 1 ou 2 (case à cocher)



15001080100

N° 500108 |
ESH

Note en toutes lettres :

Note en chiffres : _____ / 20

Commentaire :

et reportez votre numéro de candidat :

N° : 500108

Signature du correcteur

IL EST IMPÉRATIF DE COLLER UNE ÉTIQUETTE CODE-BARRES SUR LA PREMIÈRE PAGE DE CHAQUE COPIE COMPOSÉE.

Commencez à composer dès la première page ..

Réserve
à la
correction

comportements qui soutiennent la croissance. Par exemple, aux Etats-Unis, il a été mis en place une clause (envoyer une lettre) pour que les agents ne cotisent pas pour leur retraites. Les politiques de Nudges comme les vouchers de Kremer dans le programme Progresa au Mexique visent à favoriser l'éducation. La protection sociale est centrale car elle cherche aussi à lutter contre tous les comportements néfastes à la croissance.

Face à une hausse des inégalités, la protection sociale est essentielle pour assurer la cohésion sociale, facteur de croissance à LT. C'est au lendemain de la guerre en 1945 que les dépenses de l'Etat augmentent : il faut reconstruire le pays mais aussi lutter contre la pauvreté. Ainsi, la protection sociale s'inscrit dans une conception particulière de l'équité. Rawls dans a theory of justice soutient que derrière un voile d'ignorance (hors de considérations sociales), les individus se doit d'aider les

plus défavorisé. Bentham voit lui au contraire l'équité comme ce qui profite au plus grand nombre. Selon une conception particulière ou non de la justice sociale, les objectifs de la protection sociale diffèrent les régimes aussi. En France, la protection sociale est bismarckien alors qu'au Royaume-Uni, celui-ci est corporatiste (régime).

Toutefois, l'objectif final reste le même pour tous : réduire les inégalités. Ainsi Alesina et Perotti (Political instability and Investment), un niveau d'inégalité élevé nuit à la croissance dans la mesure où le climat n'y est pas propice (montée de la violence, corruption). La protection sociale vise donc à compenser les perdants de la mondialisation : les morts du désespoir en référence à Deaton qui souligne une hausse de la mortalité chez les hommes blancs non hispanophones et qui conduit à reculer l'espérance de vie. Ainsi la protection sociale dans une perspective historique s'adresserait alors aux luddites (1811) ou aux « soyeux lyonnais » ('cautis'). La protection sociale semble alors indispensable à la cohésion sociale de croissance à long terme.

*

x

x

Toutefois, la protection sociale par l'intermédiaire d'une fiscalité peut nuire aux secteurs sources de croissances (A) surtout que en plus d'un poids de plus en plus croissant (B), son efficacité peut être mise en question.

*
La protection sociale est financée par un ensemble d'impôts directs (impôt sur le revenu), indirects (TVT) ou encore par le biais des cotisations sociales. Ils forment alors les prélèvements obligatoires qui ont pour finalité une redistribution. Or, selon Okun dans Equality and Efficiency: the big trade off, la redistribution des plus riches vers les moins aisés ne peut se faire qu'au détriment d'une diminution du revenu national. Quant à lui, Kaldor dans Alternative theory of distribution souligne que la redistribution est un obstacle à la croissance. En effet, seuls les grandes fortunes ont une propension à épargner élevée or, toute épargne est investie dans le modèle de Kaldor. Donc, en modifiant la répartition des revenus par le biais de la protection sociale, cela nuit à l'investissement et donc à la croissance.

Par ailleurs, la protection sociale peut nuire à la flexibilité du marché du travail dans la mesure où les entreprises supportent une partie de cette protection avec les cotisations sociales. Cela dans "Baisser les charges: stop au euro" met en évidence le programme zéro charge. Ce programme que n'importe

allégement du coût du travail sur les bas salaires devrait aider à améliorer la compétitivité - prix des entreprises. En effet, la protection sociale par l'instauration d'un salaire minimum peut nuire à la demande de travail (l'entreprise) en comprimant ses marges pour faire face à la hausse de ses coûts salariaux unitaires (hausse des coûts du travail à productivité constante). La protection sociale peut donc nuire à la croissance surtout si elle ne favorise pas la flexibilité du marché du travail.

En parallèle, les dépenses de l'Etat renvoyant à la protection sociale ne cesse de progresser. Depuis 1945, le poids des dépenses en termes de protection sociale a fortement augmenté passant presque d'un quart à 57% du PIB en 2013. C'est la loi de Wagner. Lorsque les revenus de la population commencent à progresser, l'Etat devient de plus en plus dispendieux. Peacock et Wiseman ont constaté ce phénomène et mettent en évidence un effet de cliquet : depuis que les dépenses de l'Etat augmentent, le rapport PIB / PO (prétirement obligatoire) stagne ou progresse. Ainsi, le poids de la protection sociale est conséquent et prépondérant mais un tel poids peut devenir problématique à long terme et nuire à la croissance dans la mesure où les recettes diminuent vis-à-vis des dépenses la soutenabilité du système est alors remise en question. La viabilité de la dette passe aussi par le poids de son régime de

Epreuve de : ESH
 Sujet 1 ou 2 (case à cocher)



15001080100

N° 500108
ESH

Note en toutes lettres :

Note en chiffres : / 20

Commentaire :

et reportez votre numéro de candidat :

N° : 500108

Signature du correcteur

IL EST IMPÉRATIF DE COLLER UNE ÉTIQUETTE CODE-BARRES SUR LA PREMIÈRE PAGE DE CHAQUE COPIE COMPOSÉE.

Commencez à composer dès la première page ...

Réserve
à la
correction

protection sociale. Face à une hausse du vieillissement, la système et la dette allemande peut être remise en question comme l'indique l'indicateur S2 en Europe. En effet ces deux menaces menacent la croissance de long terme notamment sous l'effet des stabilisateurs automatiques qui joue un rôle contracyclique en tant de crise. Dès lors, le poids des dépenses ne cessent d'augmenter et en l'absence de recettes futures la soutenabilité de la croissance est menacée.

Actuellement, les effets de la protection sociale restent mitigés et viennent accroître les tensions. Les mauvaises performances en éducation de la France au score PISA (22ème en mathématiques) montre que la quantité de fonds allouée à l'éducation n'explique pas tout. On assiste à une hausse dans précédente des inégalités malgré des programmes de redistribution. Selon Saenz et Zuckerman le 0,1% des plus riches détiennent 22% du patrimoine.

aux Etats-Unis contre 8% en 1979. "La croissance n'est plus la marée montante qui soulève tous les bateaux" selon Kennedy mais la protection sociale n'est pas pour autant efficace dans la mesure où une protection sociale élevée signifie alors la nécessité d'une fiscalité importante si des progrès ne sont pas faits quant à la qualité de l'intervention publique par la redistribution.

<

x

x

Une protection sociale efficace est nécessaire pour assurer une croissance soutenable : même s'il existe des inégalités, la protection sociale ne doit pas se faire au détriment des secteurs porteurs (A) et ainsi améliorer son efficacité (B) tout en prenant en compte les trajectoires du vieillissement (C).

x

même s'il existe des inégalités, elles peuvent être alors souhaitable. La protection sociale ne doit pas se faire au détriment de l'innovation source de croissance à long terme pour les économies malades de la frontière technologique. La protection sociale doit alors favoriser des gains en capital humain en favorisant l'innovation. Par exemple, Kremer met en évidence que financer la lutte contre les vermifuges

dans les PNA d'Afrique permettraient de favoriser l'éducation. Par ailleurs, Aghion et Bolton dans a theory of trickle down growth and development que les inégalités sont inévitables mais que seul l'innovation permet des gains de mobilité sociale. Ainsi, selon Aghion, taxer le 1% serait alors manquer la cible car dans un monde globalisé où les plus fortunés rotent avec leurs "pieds", une concurrence fiscale sévère s'opère. De ce fait, la protection sociale ne doit pas nuire à l'innovation et peser uniquement sur les plus riches.

X

Une amélioration de l'efficacité de la protection sociale est nécessaire. Face à une polarisation du marché du travail, la protection sociale est indispensable mais son action semble alors devoir être repensée. Même si Zanck et Poncet considère le salaire minimum comme un moyen de sélectionner les entreprises performantes, il est nécessaire d'améliorer selon Cahuc et Syliberg la flexibilité du marché du travail d'une part afin de réduire les dépenses liées aux allocations chômage et d'autre part pour améliorer l'employabilité.

X

Finalemment, une protection sociale souhaiterait à prendre en compte les trajectoires de vieillissement

afin que la dette ne devienne pas insolvable. Dans un contexte de hausse de l'espérance de vie, le poids de la protection sociale ne cesse d'augmenter. Face à cette hausse de l'espérance de vie, l'adoption d'un système de retraite par point notionnel se révèle être la solution la plus soutenable. Déjà adoptée dans les pays du Nord de l'Europe, ces systèmes peuvent rendre en contre l'espérance de vie et la conjoncture économiques. Ces systèmes se révèlent efficace pour rester dans le cadre des règles émises par le pacte de stabilité et de croissance (notamment les 60 % du niveau de la dette).

x

x

x